

Le fédéralisme budgétaire et la dépréciation de l'euro, des facteurs de sortie de la crise dans la zone euro ?

Bulletin de l'Observatoire des politiques économiques en Europe

Archives - 2010 - Date de mise en ligne : mardi 22 juin 2010

L'observatoire des politiques économiques en Europe

La crise budgétaire en Grèce a mis en exergue l'incapacité des institutions, telles qu'elles étaient conçues, à protéger les économies de l'Union européenne contre les mouvements spéculatifs. La nécessité d'adopter une structure budgétaire fédéraliste est plus que jamais nécessaire pour donner plus d'immunité à la zone euro. Le fléchissement de l'euro constitue une bouffée d'oxygène pour les pays européens qui retrouveront sûrement la compétitivité et la croissance.

La dégradation des finances publiques dans les états européens a entamé le moral des investisseurs et a généré un mouvement de panique sur les marchés boursiers. Les plans d'austérité dans la zone euro risquent de briser la reprise des économies européennes tout juste convalescentes. La sortie de crise est tributaire de la capacité des Etats européens à créer une autorité budgétaire suivant une structure fédéraliste complémentaire à l'autorité monétaire. La création de fonds de garantie des dettes publiques constitue un signe d'espoir mais demeure insuffisante et n'apportera pas des solutions définitives à la crise européenne. En effet, tant que les institutions fonctionnent avec une Europe unijambiste (seulement avec une autorité monétaire), ils seront dans l'incapacité de faire face aux mouvements de spéculations et on assistera à l'effondrement des pays fragiles comme l'Espagne et le Portugal,... Suivant ce scénario, l'Europe connaîtra une récession plus profonde et plus persistante et les retombées économiques sur les pays riverains seront conséquents. De surcroît, l'ampleur des plans de rigueur, annoncés par les pays de la zone euro pour contenir les déficits et rassurer les marchés sont autant de risques qui peuvent freiner la croissance à venir. Selon l'OCDE la croissance économique, estimée initialement à 2.7 % du PIB en 2010 et 2.8 % en 2011 sera moins forte dans la zone euro, seulement 1.2 % en 2010 et 1.8 % en 2011. Pour l'OCDE, la menace de la dette est réelle et peut provoquer des déséquilibres mondiaux. La zone euro risque en effet de payer le prix fort de ses plans d'austérités alors que les autres pays comme les Etats-Unis, le Japon, la Grande Bretagne, qui ne sont pas contraint par des pactes de stabilité, peuvent relancer leur machine économique en accentuant leurs déficits budgétaires. La crédibilité de long terme de l'extraordinaire virtuelle intervention budgétaire des principaux gouvernements européens et la garantie des dettes publiques de la zone euro constituent le seul rempart contre les attaques spéculatives et le déclenchement des phénomènes de contagions. L'ampleur de la dette espagnole qui représente cinq fois celle de la Grèce et surtout l'énorme gouffre de la dette privée pourraient, en effet, fragiliser l'économie espagnole et générer une situation de crise semblable à la crise Grecque. Cependant, il est indispensable pour les pays leaders de la zone euro que l'Espagne réussisse à contenir sa crise budgétaire étant donnée l'énorme implication des banques françaises et allemandes dans le financement de la dette de ce pays. L'Allemagne n'a pas intérêt à se désolidariser de la Grèce, de l'Espagne et d'une manière générale de la zone euro car ses excellents résultats économiques sont en grande partie dus à ses partenaires européens et à la politique de l'euro fort, laquelle est profitable à elle et à elle seule. Ce constat a été confirmé par la chancelière allemande Angela Meckel : « L'Allemagne, en tant que puissance économique de l'Union européenne par ses exportations, a très largement profité de l'euro par le passé. La raison pour laquelle nous défendrons un euro fort de toutes nos forces ».

La crise actuelle dans la zone euro permettra de casser ce long et pénible processus de l'euro fort qui, mis à part l'Allemagne a considérablement pénalisé les économies de l'Union européenne. Une potentielle dépréciation de l'euro par rapport au dollar permettra aux pays de la zone euro de retrouver de la compétitivité et assainir, par conséquent leurs finances publiques. Le fléchissement de l'euro, qui constitue actuellement une solution de la sortie de crise, est réalisable puisque la dynamique de la baisse de l'euro s'inscrit dans la durée et les experts évoquent de plus en plus la parité euro-dollar. Cette parité tant souhaité donnera un souffle nouveau aux économies de l'Union Européenne et permettra d'envisager l'avenir avec optimisme.